

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 22 avril 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine (A/2375, A/C.1/L.42, A/C.1/L.43, A/C.1/L.44/Rev.2, A/C.1/L.45) [suite] 705

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine (A/2375, A/C.1/L.42, A/C.1/L.43, A/C.1/L.44/Rev.2, A/C.1/L.45) [suite]

[Point 77 *]

1. M. MENON (Inde) constate que le débat a montré combien l'inquiétude exprimée dès le début de la discussion par la délégation de l'Inde était partagée par la plupart des délégations. La Birmanie souffre gravement des ravages commis depuis trois ans sur son sol par des troupes étrangères et mérite la grande sympathie des membres de la Première Commission. De telles vicissitudes sont particulièrement douloureuses pour un jeune pays qui, au prix de grands efforts, sortait à peine de la guerre, de l'invasion japonaise et de la domination coloniale. Le représentant birman doit être félicité du calme et de la modération avec lesquels il a exposé les faits. Déjà à la sixième session de l'Assemblée, il avait soulevé le problème devant la Première Commission (504^{ème} séance), mais avait ajouté que son pays voulait encore attendre avant de porter cette affaire devant les Nations Unies pour ne pas aggraver la tension existant déjà dans cette partie du monde.

2. Cette agression est patente, c'est un fait qui semble bien admis par tous les membres de la Commission. La région intéressée couvre environ 50.000 milles carrés. Il s'agit donc d'une superficie considérable sur laquelle depuis trois ans déjà se prolonge une situation absolument illégale. Que depuis trois ans la puissance de l'armée qui se trouve sur ce territoire n'ait pas déçu démontre, indépendamment d'autres preuves, qu'elle reçoit aide et équipement de l'extérieur. Au surplus, il existe des faits établissant les liens de cette armée avec Formose et prouvant que cette situation est imputable à ceux dont parle le représentant de la Birmanie. Il est urgent de mettre fin à un tel danger dans une région déjà troublée. Ce danger est d'autant plus grave que non seulement ces groupes ont envahi la Birmanie, mais qu'elles y protègent les rébellions fomentées contre les autorités légales. Une telle violation de la souveraineté d'un Etat Membre des Nations Unies ne peut être

négligée par l'Organisation sans que celle-ci faillisse gravement à sa tâche. Le Gouvernement birman mérite la plus grande estime par sa modération et sa volonté de paix. Il a recherché les bons offices d'autres Etats pour tenter de résoudre le problème. Néanmoins, l'armée étrangère est toujours sur son territoire et la lutte se poursuit. Il y a deux jours, selon la presse, une autre force d'invasion a franchi la frontière birmane afin, paraît-il, d'ouvrir un second front pour soulager les troupes encerclées par les forces birmanes. Il s'agit donc d'une opération à grande échelle.

3. Le représentant du Kouomintang, tout en affirmant qu'il se désolidarisait de ces activités, ne les a nullement contestées. Quant à comparer le général Li Mi à Garibaldi, ce serait vraiment calomnier ce dernier. Par ailleurs, si l'on veut affirmer que les autorités de Formose ont fait ce qu'elles pouvaient pour faire cesser une telle situation, il faut en déduire qu'en trois ans elles n'ont pu exercer aucune influence sur des troupes sur lesquelles elles comptent pour reconquérir le territoire chinois. Lorsqu'un général ne suit pas les ordres de son gouvernement, qu'attend-on pour prendre des sanctions? On a voulu aussi soutenir, avec des articles de journaux à l'appui, que la population birmane avait une sympathie particulière pour ces troupes chinoises. On s'est fondé pour dire cela sur un article paru dans un journal de Hong-kong. Selon l'auteur de cet article, un certain officier de l'armée birmane aurait affirmé qu'il préférerait tirer en l'air plutôt que d'obéir aux ordres de son gouvernement, c'est-à-dire de lutter contre les troupes d'invasion. Ainsi donc, il est flagrant que l'on porte aux nues la rébellion à l'encontre du gouvernement légal. M. Tsiang a contesté que le général Li Mi soit l'une des autorités du Kouomintang. Mais, en fait, ses troupes sont-elles, oui ou non, composées de ressortissants des autorités de Formose? Si tel est le cas et que ces troupes ravagent sans aucun motif un pays étranger et pacifique, quelles sont les sanctions envisagées?

4. Il ne convient pas de s'arrêter sur le terme regrettable employé par un représentant qui qualifiait la plainte de la Birmanie d'accusation monstrueuse d'agression. La patience et l'évidente volonté pacifique du Gouvernement birman répondent d'elles-mêmes à une telle calomnie. Il ne s'agit pas d'un état de guerre.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Il s'agit d'un acte d'agression flagrant et qu'il est urgent de faire cesser. L'Inde n'a pas de relations diplomatiques avec le Kouomintang. Il appartient aux amis de celui-ci d'user de leur influence pour que les troupes d'invasion se laissent désarmer, comme cela s'est produit en Indochine lorsque les troupes nationalistes chinoises y pénétrèrent. La suggestion qui a été plusieurs fois faite de tenir compte du caractère anti-communiste de cette force n'a, bien entendu, aucune valeur d'argument.

5. Le Gouvernement birman n'a jamais demandé d'aide militaire ou autre, bien que la Charte lui en eût donné le droit. L'Assemblée se doit, pour le moins, d'user de toute son autorité morale et les Etats Membres doivent prêter leurs bons offices pour qu'il soit mis fin à l'agression. On ne peut pas laisser croire qu'il existe une loi applicable à certains agresseurs et une autre loi applicable à d'autres. Le Gouvernement nationaliste chinois doit condamner sans réserve l'activité de ses ressortissants en Birmanie et interrompre immédiatement les envois d'armes et d'équipement.

6. Dans ces conditions, la délégation de l'Inde demande à la Commission d'appuyer le projet de résolution soumis par la délégation de l'Union birmane (A/C.1/L.42).

7. U MYINT THEIN (Birmanie) remercie les représentants qui ont exprimé leur sympathie pour son pays. Il remercie aussi les représentants qui ont annoncé leur intention d'appuyer la plainte présentée par l'Union birmane. Tout en comprenant parfaitement la répugnance manifestée par certaines délégations dont les gouvernements ont, en dépit des événements, continué à reconnaître le maréchal Tchang Kaï-chek comme chef du gouvernement de la Chine, il demande cependant que personne ne ferme les yeux sur les pillages commis par un agresseur. Admettre des actes de cette nature de la part d'un certain pays simplement parce que d'autres facteurs sont en jeu risquerait de créer un dangereux précédent.

8. M. Tsiang a affirmé que la Chine n'avait aucun dessein agressif. La Birmanie a reçu beaucoup de la culture chinoise et a traditionnellement entretenu avec ce voisin des relations cordiales. Cependant, le peuple que représente M. Tsiang nuit à la Birmanie à un point tel que celle-ci en vient à penser que ce ne sont plus à des Chinois qu'elle a affaire. On peut douter qu'il ait coulé plus de sang chinois en Birmanie que de sang birman, comme M. Tsiang l'a affirmé; mais on ne saurait contester que Birmans et Chinois ont été frères d'armes pendant la guerre. Il est vrai que M. Yeh a remporté un drapeau birman, non pas le drapeau actuel qui est hissé avec le cérémonial réglementaire et est considéré en Birmanie comme un trésor sacré, mais un drapeau qui lui a été remis à titre de souvenir pour marquer l'accès de la Birmanie au statut de nation indépendante. U Myint Thein affirme à nouveau la reconnaissance de la Birmanie envers la délégation chinoise, qui a soutenu la candidature de la Birmanie à l'Organisation des Nations Unies; toutefois, il ajoute qu'en dépit des nombreuses preuves d'amitié personnelle qui ont lié et qui lient encore les dirigeants de la Chine nationaliste et de la Birmanie, il faut considérer les faits en face. C'est pourquoi, en 1950, estimant que le gouvernement du maréchal Tchang Kaï-chek n'était plus appuyé par le peuple chinois, les

relations de bon voisinage exigèrent que la Birmanie reconnaisse le gouvernement de Pékin.

9. L'attitude de M. Tsiang est pour le moins incompréhensible. Il admet qu'en 1949, le général Li Mi a été envoyé dans le Yunnan et que, depuis, le général a été en liaison constante avec le Gouvernement de Formose qui lui a interdit à sept reprises de pénétrer en territoire birman. Pourquoi cependant le Gouvernement de Formose, s'il entend respecter la souveraineté birmane, a-t-il donné cet ordre de façon si furtive et pourquoi le maréchal Tchang Kaï-chek n'a-t-il pas ordonné ouvertement le retrait de Birmanie de ces troupes et ne s'est-il pas dissocié de la campagne menée par le général Li Mi? Depuis trois ans, le Gouvernement de M. Tsiang comble d'assurances aimables le Gouvernement birman, mais il n'est même pas disposé à faire de promesse formelle, car il semble bien qu'il n'ait nullement l'intention de rappeler ces troupes. M. Tsiang lui-même précisait dans son intervention à la 605ème séance qu'il était psychologiquement impossible à son gouvernement de prononcer une condamnation morale à l'encontre de cette armée. Sans doute, cela tient-il à ce que, de l'avis du Kouomintang, ces troupes, dans leur prétendue croisade contre le communisme, ne peuvent commettre d'erreur, ainsi que le donne à penser la pièce No 3 du dossier communiqué par la délégation de la Birmanie¹.

10. On a fait allusion aux 200 hommes qui, appartenant au reste de l'armée chinoise, ont accepté l'interne; il a été impossible, lors de leur capture, de dire quel était leur statut, car ils portaient des vêtements civils. Il a fallu, en conséquence, les tenir pendant un certain temps sous bonne garde et, à présent, ces hommes sont traités de la même façon que les soldats birmans sous réserve de ne pouvoir quitter leur camp sans escorte.

11. Il est probablement vrai, comme l'a dit M. Tsiang, qu'une partie des 12.000 hommes qui constituent à présent l'armée du général Li Mi a été recrutée localement, mais ces recrues ont été entraînées par plusieurs centaines d'instructeurs venus à Mong Hsat par la voie des airs. L'accroissement de l'équipement, qui, lui, ne peut être fabriqué sur place, n'a pas été expliqué par M. Tsiang, si ce n'est que, incidemment, il a révélé que son gouvernement avait interdit le départ d'avions à destination de Mong Hsat. Réfutant comme fantaisistes certains documents présentés par la délégation birmane prouvant que des demandes de secours avaient été adressées à des particuliers et à des organisations, M. Tsiang a déclaré qu'une armée régulière n'emploierait pas ces procédés. Ceci serait exact pour une armée de type occidental, régulièrement payée comme l'est exceptionnellement aujourd'hui l'armée moderne de Taïwan (Formose), mais considérer l'armée du général Li Mi selon ces critères n'a pas de sens. Quoi qu'il en soit, ces demandes de secours ne suffisaient certainement pas à l'équipement et au maintien de 12.000 hommes en campagne, et l'aide de Formose était indispensable. Il est surprenant d'entendre déclarer qu'une armée que l'on a l'intention d'engager dans la libération nationale ne ferait pas partie de l'armée de parade qui s'entraîne à Formose.

¹ Les documents contenus dans ce dossier n'ont pas été distribués sous une cote de l'Organisation des Nations Unies.

12. Dans sa deuxième intervention, à la 607ème séance, M. Tsiang a déclaré que les lettres du maréchal Tchang Kai-chek au général Li Mi étaient datées de janvier 1951 et destinées à l'armée du Yunnan. Il fait erreur, car la date d'un autre document indique que le général Li Mi et son armée se trouvaient à cette époque dans la région de Mong Hsat. La référence au Yunnan n'est qu'un stratagème qui ne saurait tromper personne. Le fait est, M. Tsiang ne peut pas le nier, que cette lettre contenait des directives à un subordonné, un général commandant une armée qui fait partie intégrante du Kouomintang. Aucune explication n'a été donnée de la lettre du fils du maréchal Tchang Kai-chek. Quant au commentaire de M. Tsiang sur les sous-comités de bataillon dont il est question dans la pièce No 3, il est facile de lui répondre que, à en juger par la pièce No 13, il semble que les commissaires politiques aient une part importante dans l'armée du général Li Mi, puisqu'ils sont envoyés à Formose pour y recevoir une formation et qu'il n'y aurait rien d'étonnant dans ce cas que des sous-comités aient à connaître de questions politiques. Cette activité est amplement confirmée par les pièces Nos 3, 4 et 5 qui incitent les troupes à provoquer des rébellions contre le gouvernement. Que ces forces soient constituées par des combattants irréguliers qui pourraient être comparés à des parachutistes lâchés derrière les lignes ne modifie pas la question qui est de savoir comment interpréter le fait que les ordres et les directives viennent de Taipei et que même les communications entre unités sont centralisées.

13. Quant à M. Patrick Soong dont il a été question, le *Times* de Londres du 20 avril 1953 vient de faire paraître un article relatant une interview que son correspondant a obtenue de lui à l'Ambassade chinoise à Bangkok. M. Soong a répété avec insistance que les forces nationalistes en Birmanie étaient sous le contrôle direct de Formose; ceci règle cette question. On peut encore ajouter, néanmoins, que, si les unités en question n'étaient pas sous le commandement du chef de l'état-major de Formose, le général Chou Chi-jou, dont le sceau impressionnant s'étale sur la pièce No 9, ne leur adresserait pas des ordres.

14. On comprend mal devant de tels faits comment quelques membres de la Première Commission peuvent encore déclarer qu'ils ne détiennent pas les preuves concluantes de la participation de Formose aux exactions commises en Birmanie. Peut-être les documents fournis ne constituent-ils pas une preuve légale, en ce sens qu'il n'est pas possible, malheureusement, de citer ici leurs auteurs, mais l'authenticité même de ces pièces n'a jamais été contestée. Au surplus, les preuves circonstanciellles sont telles que tout indique la complicité de Formose.

15. Enfin, pour réfuter un dernier argument, selon lequel des unités communistes lutteraient en Birmanie contre les troupes du Kouomintang, il convient de signaler que la localité dans laquelle les communistes birmans s'agitent et causent des ennuis au gouvernement est située bien loin de la région où opèrent les troupes de Li Mi. Malgré les efforts de propagande, il demeure évident que les Birmans n'ont qu'un seul désir, celui d'être libres dans leur pays. Quel que soit l'envahisseur, les Birmans s'efforceront toujours de le repousser de leur mieux.

16. La Birmanie n'a pas porté cette plainte plus tôt devant les Nations Unies, car elle voulait éviter d'accroître la tension internationale. Devant l'échec de ses tentatives de négociation, elle demande à l'Organisation un appui moral et un encouragement qui affaiblira l'agresseur et ceux qui sympathisent avec lui.

17. M. TSIANG (Chine), usant de son droit de réponse, constate que les arguments développés par les deux derniers orateurs n'ont apporté aucun élément nouveau. Il fait remarquer cependant que ces arguments se fondent sur la supposition que la totalité des troupes du général Li Mi se trouvent aujourd'hui en Birmanie. Cette supposition n'est pas justifiée.

18. Le PRESIDENT déclare que la discussion générale est close; il rappelle que la Commission est saisie d'un projet de résolution de la Birmanie (A/C.1/L.42), d'un projet de résolution de l'Argentine (A/C.1/L.43), d'un projet de résolution du Mexique (A/C.1/L.44/Rev.2) et d'un amendement de l'Argentine et du Chili (A/C.1/L.45) au projet de résolution du Mexique. Il ouvre la discussion sur chacun de ces projets de résolution.

19. M. DE LA COLINA (Mexique) déclare qu'en présentant un projet de résolution sa délégation a été mue par le désir de réduire la question à ses éléments essentiels en éliminant des controverses inutiles. Elle estime qu'au stade actuel, l'Assemblée devrait se borner à faire disparaître la raison de la situation anormale créée en Birmanie par la présence de troupes étrangères.

20. Il a été établi que des troupes étrangères se trouvent en Birmanie et s'y livrent à des déprédations. Elles refusent de se laisser désarmer et interner. Leur activité ne peut se poursuivre sans une assistance extérieure. Les membres de la Commission ont marqué leur accord sur le fait que la présence et les activités de ces troupes constituent une violation du droit international et de la souveraineté de la Birmanie; il convient donc de déplorer la présence de ces troupes et de condamner leurs activités. On a reconnu également que le refus de ces troupes de se laisser désarmer et d'accepter l'internement ou de quitter le pays constitue une atteinte à la souveraineté de la Birmanie et est contraire à la pratique internationale. Enfin, l'assistance fournie à ces troupes de l'extérieur est contraire aux principes de la Charte. Il faut donc inviter tous les Etats à s'abstenir d'apporter à ces troupes une aide qui leur permettrait de poursuivre leurs activités hostiles en Birmanie et à prêter leur assistance au Gouvernement birman, s'il en fait la demande, pour faciliter par des moyens pacifiques le retrait de ces troupes de Birmanie. Cette assistance au Gouvernement birman n'exclut aucun effort de conciliation fait par un Etat, avec l'assentiment du Gouvernement birman. A ce sujet, les efforts déployés récemment par les Etats-Unis méritent certainement la reconnaissance de la Commission. Enfin, le Gouvernement birman devrait rendre compte de l'évolution de la situation, à la prochaine session de l'Assemblée. Cela permettrait éventuellement à celle-ci d'adopter, alors, les mesures supplémentaires qui s'imposeraient.

21. La délégation mexicaine présente son projet de résolution en toute modestie, dans l'espoir qu'il pourra à la fois satisfaire la Birmanie et la majorité des Nations Unies.

22. M. ZAUDE (Ethiopie) déclare que la question de la présence de troupes étrangères sur le territoire de la Birmanie est sérieuse et nécessite un examen minutieux de la part de la Première Commission.

23. Le Gouvernement birman a déjà recherché une solution à ce problème en dehors du cadre des Nations Unies. Ses efforts n'ont cependant pas réussi. Les dangers résultant de la présence de ces troupes n'ont fait que croître avec le renforcement de ces troupes. Cela a créé une situation intolérable et un très lourd fardeau pour la Birmanie. La délégation éthiopienne tient à marquer sa sympathie au peuple et au Gouvernement de la Birmanie et à lui témoigner son admiration pour le courage et la patience dont il a fait preuve. C'est pourquoi elle appuie sans réserve la plainte de la Birmanie.

24. La délégation birmane a fourni des preuves documentées pour étayer sa plainte. Sur la base de ces preuves, la présence de troupes étrangères sur le territoire de la Birmanie et le refus de ces troupes de se laisser désarmer et interner ont été établis irréfutablement. De plus, il y a des raisons de croire que ces troupes ont reçu un appui moral et matériel de l'extérieur. Les Nations Unies ont donc l'obligation morale de rendre justice à la Birmanie en condamnant ces actes d'hostilité et en favorisant le retrait de ces troupes. Malgré la déclaration de M. Tsiang, suivant laquelle son gouvernement ne disposait pas des moyens nécessaires pour assurer l'évacuation des troupes de Li Mi, on doit penser que de toute façon, étant donné que la Chine est Membre des Nations Unies, elle est obligée de redoubler d'efforts pour trouver une solution à la question.

25. M. BELAUNDE (Pérou) constate tout d'abord avec satisfaction que les trois projets de résolution présentent une identité de points de vue en ce qui concerne les devoirs moral, juridique et politique des Nations Unies de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté des Membres des Nations Unies. De plus, ces projets de résolution témoignent de l'inquiétude provoquée par la situation causée en Birmanie par la présence de troupes étrangères, situation qui pourrait constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales.

26. Le projet de résolution du Mexique (A/C.1/L.44/Rev.2), qui condense remarquablement la plupart des idées exprimées au cours des débats, fait un pas de plus. Il ne se borne pas seulement à établir le principe de la défense de l'intégrité territoriale des Etats, mais il stipule le devoir des Etats de coopérer à l'exercice de ce droit. C'est ainsi que les paragraphes 3 et 4 du dispositif tendent à faire respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Birmanie, invitent les Etats à prêter leur assistance au Gouvernement birman, à cet égard, et à s'abstenir d'assister les troupes qui se trouvent sur son territoire. De plus, ce projet de résolution, condamne à juste titre les activités de ces troupes sur le territoire birman, sans toutefois préciser les responsabilités, ce qui serait superflu.

27. Le projet de résolution de la Birmanie (A/C.1/L.42) prévoit un recours au Conseil de sécurité, qui serait amené à condamner le Gouvernement de la République de Chine et à prendre des mesures pour faire cesser l'agression. Il semble qu'il y ait des moyens plus efficaces que celui-là. En effet, si l'Assemblée ren-

voie la question au Conseil de sécurité, elle ne peut prévoir elle-même aucune mesure, et il faut craindre qu'un nouvel examen de la question par le Conseil de sécurité n'entraîne de nouveaux délais. Au contraire, le projet de résolution du Mexique non seulement énonce des principes, mais encore prévoit des mesures d'application de ces principes. Ce projet de résolution est d'autant plus intéressant qu'il constitue en fait une application des mesures provisoires telles qu'elles ont été prévues à l'Article 40 de la Charte, dans les dispositions traitant des pouvoirs du Conseil de sécurité, en cas de menace à la paix, de rupture de la paix ou d'actes d'agression.

28. La délégation du Pérou tient à déclarer toute la sympathie qu'elle éprouve pour la Birmanie. Elle estime cependant que le projet de résolution du Mexique est préférable à celui de la Birmanie et permettrait d'aboutir au désarmement et à l'internement des forces armées étrangères se trouvant en Birmanie. L'amendement présenté par l'Argentine et le Chili (A/C.1/L.45) est en principe excellent; il tient compte notamment de l'offre de bons offices des Etats-Unis. La délégation du Pérou est prête à appuyer, à condition cependant qu'il ne nuise pas à un accord qui pourrait se faire sur le projet de résolution du Mexique.

29. M. CHAUVET (Haïti) fait observer l'importance de la question, étant donné qu'il s'agit du respect de l'intégrité territoriale d'un Etat. Les débats ont établi que le territoire de la Birmanie avait été foulé par des troupes étrangères. C'est donc le devoir des Nations Unies de faire cesser cette violation de la souveraineté d'un Etat Membre. La délégation d'Haïti s'associe à la plainte de la Birmanie et partage ses appréhensions.

30. Néanmoins, il importe de s'épargner de nouvelles déceptions. Toute solution de conciliation ne peut réussir que si l'on montre de la bonne volonté de part et d'autre. Il n'y a pas de raison d'accuser le Gouvernement de Formose, surtout après les déclarations de son représentant. L'essentiel est de trouver une solution pratique qui permette le désarmement des troupes étrangères se trouvant en Birmanie, suivi de leur internement ou de leur retrait. C'est pourquoi la délégation d'Haïti votera en faveur du projet de résolution du Mexique ainsi que de l'amendement de l'Argentine et du Chili.

31. M. FAHMY (Egypte) déclare que sa délégation s'est abstenue d'intervenir dans le débat, afin de ne pas avoir à exprimer l'amertume qu'elle ressent au sujet de toute intervention étrangère. Elle estime que la plainte de la Birmanie est parfaitement justifiée et conçoit l'indignation du peuple birman devant les activités de troupes étrangères sur son territoire.

32. A ce stade, la délégation égyptienne estime que le projet de résolution du Mexique est de nature à rendre justice à la Birmanie. Elle appuie ce projet de résolution qui indique clairement que la plainte de la Birmanie est fondée et que sa souveraineté a été violée. Ce projet de résolution montre également que la Première Commission s'est livrée à une étude objective de la question et a conclu à une condamnation de la présence de troupes étrangères, de leurs activités et de l'assistance qu'elles reçoivent. De plus, ce projet de résolution constitue une invitation aux Etats Membres à observer les normes du droit international.

33. La délégation égyptienne ne pourrait appuyer le projet de résolution de la Birmanie qui prononce une condamnation du Gouvernement de la République de Chine et qui, de ce fait, pourrait empêcher une solution satisfaisante. On peut penser que les troupes chinoises se trouvant en Birmanie n'ont pas toujours agi d'après des ordres du Gouvernement de Taïpei, quoique l'on ne puisse croire, par contre, qu'il n'y ait jamais eu de liaison entre le général Li Mi et ce gouvernement. Ce dernier n'aurait pas dû consentir à renforcer les troupes du général Li Mi. Néanmoins, on est heureux de constater que le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement donnerait à la Birmanie et aux Nations Unies son appui en faveur d'une solution du problème.

34. La délégation égyptienne appuiera également l'amendement de l'Argentine et du Chili.

35. M. MATES (Yougoslavie) constate que certaines dispositions du projet de résolution du Mexique sont excellentes. Ce projet de résolution diffère essentiellement du projet de résolution de la Birmanie en ce qu'il évite de condamner ouvertement les autorités de Formose pour l'agression commise en Birmanie. La délégation yougoslave a déjà indiqué que les faits constitutifs de cette agression étaient connus. Elle estime que les débats ont renforcé leur caractère.

36. M. Tsiang a déclaré que les autorités qu'il représente exerceraient leur influence sur le général Li Mi, afin de se conformer aux désirs de la Birmanie. Ces paroles ne sont pas claires. En réalité, le représentant du Kouomintang voudrait éviter que la Première Commission ne prononçât une condamnation de son gouvernement. De plus, il n'a pas dit que celui-ci exercerait son influence pour assurer le désarmement et la reddition des troupes du général Li Mi. Le fait qu'il ait comparé ce dernier à Garibaldi prouve qu'il l'appuie moralement et qu'il se refuse à condamner ses activités. Si réellement les autorités de Formose veulent exercer une influence sur le général Li Mi, elles devraient le faire aux Nations Unies, en condamnant les actes d'hostilité causés par ses troupes.

37. L'attitude de M. Tsiang confirme le point de vue de la délégation yougoslave suivant lequel les autorités de Formose doivent être tenues responsables des activités des troupes du général Li Mi en Birmanie. Aussi, tout en reconnaissant les mérites de certains passages du projet de résolution du Mexique, la délégation de la Yougoslavie déclare qu'elle préfère le projet de résolution de la Birmanie.

38. M. FERRER VIEYRA (Argentine) déclare que sa délégation avait présenté un projet de résolution (A/C.1/L.43) qui s'inspirait de trois éléments essentiels : premièrement, le retrait, le désarmement ou l'internement des forces armées étrangères en Birmanie ; deuxièmement, un appel au Gouvernement de la Chine à coopérer et à respecter ses obligations internationales ; troisièmement, une invitation aux parties à poursuivre leurs efforts pour résoudre le conflit. Etant donné que la délégation du Mexique a présenté un projet de résolution, la délégation argentine retire le sien. Elle présente, conjointement avec la délégation chilienne, un amendement (A/C.1/L.45) au projet de résolution du Mexique, afin d'indiquer plus clairement les trois éléments qui figuraient dans le projet de résolution qu'elle avait présenté, éléments qu'elle estime essentiels.

39. Cet amendement indique tout d'abord que l'objectif immédiat des conversations envisagées est un retrait

des troupes ou un désarmement ou un internement. D'autre part, quel que soit le contrôle qu'exercent les autorités chinoises sur les troupes se trouvant en Birmanie, elles doivent faire tous leurs efforts pour aboutir à leur retrait. Il faut donc lancer un appel au Gouvernement de la République de Chine pour qu'il accepte ses responsabilités. Sans cet appel, une résolution n'aurait pas l'effet désiré. Enfin, l'amendement du Chili et de l'Argentine prévoit la poursuite des négociations. Si celles-ci ne peuvent être conduites directement, un appel aux bons offices d'autres Etats Membres a été prévu. Déjà les Etats-Unis et la Thaïlande ont offert leurs bons offices. On peut donc espérer une solution rapide. Certains représentants ont suggéré d'indiquer expressément que le retrait des troupes devrait être précédé par leur désarmement. Cette précision semble inutile, car elle est sous-entendue. Dans le cas des négociations avec la Thaïlande notamment, un désarmement des troupes chinoises a été envisagé et devrait avoir lieu à la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande.

40. M. JORDAAN (Union Sud-Africaine) constate qu'une armée régulière de 12.000 Chinois se trouve en Birmanie sans le consentement du gouvernement de ce pays, refuse de se laisser désarmer et interner, pille le pays et crée une situation sérieuse pour le Gouvernement birman.

41. La question qui se pose actuellement est d'établir le degré de responsabilité du Gouvernement de la République de Chine dans le comportement des troupes du général Li Mi. A ce sujet, le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement ne contrôlait pas le général Li Mi, mais qu'il exerçait une certaine influence sur lui. Il avait pris des mesures pour empêcher que des renforts ne lui soient envoyés et mettait son influence en jeu, afin de se conformer aux désirs du Gouvernement birman. Ainsi donc, la responsabilité de la République de Chine n'est pas prouvée et la délégation de l'Union Sud-Africaine n'est pas en mesure d'appuyer le projet de résolution de la Birmanie.

42. Néanmoins, étant donné que la situation en Birmanie est particulièrement sérieuse, il faut espérer qu'une solution sera rapidement trouvée. Il faut se réjouir de l'offre de bons offices des Etats-Unis. Le projet de résolution du Mexique et l'amendement du Chili et de l'Argentine sont de nature à rendre justice à la plainte de la Birmanie. La délégation de l'Union Sud-Africaine leur accorde son appui.

43. M. MUNRO (Nouvelle-Zélande) rappelle qu'à la 607ème séance, il a déjà indiqué pourquoi sa délégation ne pouvait voter en faveur du projet de résolution de la Birmanie. Il ajoute qu'il partage le point de vue du représentant du Pérou suivant lequel un examen de la question par le Conseil de sécurité retarderait la solution du problème. Au contraire, le projet de résolution du Mexique et l'amendement du Chili et de l'Argentine permettraient de trouver une solution rapide. Il fait observer au représentant de l'Inde que, contrairement à ce qu'il a indiqué, des négociations entre un gouvernement et des autorités peuvent avoir lieu. M. Menon lui-même a recommandé que des négociations aient lieu entre les Nations Unies et les autorités de la Corée du Nord. De plus, il faut constater que la plupart des Membres des Nations Unies considèrent les autorités de Formose comme un gouvernement. La délégation néo-zélandaise estime qu'il est absolument nécessaire que des négociations se poursuivent, spécialement lors-

que l'une des parties peut exercer une influence sur ceux qui sont la cause du différend. C'est pourquoi la délégation néo-zélandaise votera pour le projet de résolution du Mexique et l'amendement du Chili et de l'Argentine.

44. M. DERINSU (Turquie) constate que le débat en cours a été un exemple de modération et de patience. Il rappelle que depuis trois ans la Birmanie a subi des pertes considérables du fait de la présence sur son territoire de troupes étrangères. Les Nations Unies doivent donc prendre des décisions qui mettent fin à cette situation. La cause de la Birmanie a été appuyée par presque tous les représentants.

45. La question qui se pose est celle de savoir par quels moyens la situation pourrait être rétablie. Or, le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement exercerait son influence pour mettre un terme aux activités du général Li Mi; le Gouvernement de la Thaïlande a déclaré qu'il coopérerait à l'évacuation des troupes chinoises; et le Gouvernement des Etats-Unis a offert ses bons offices pour trouver une solution satisfaisante. Dans ces conditions, on ne peut accepter le projet de résolution de la Birmanie qui prévoit une condamnation du Gouvernement de la République de Chine par le Conseil de sécurité, alors que la Chine est un des cinq membres permanents du Conseil et que son représentant a déclaré qu'une condamnation rendrait plus difficile l'exercice de l'influence qu'elle pourrait avoir sur le général Li Mi. La délégation turque appuie le projet de résolution du Mexique et l'amendement du Chili et de l'Argentine, qui reflètent un esprit de conciliation favorable à une solution efficace.

46. M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a déjà pris position en faveur de la plainte de la Birmanie et a donné son appui sans réserve au projet de résolution de la Birmanie. Elle ne voit pas de raison de modifier son point de vue actuellement. Il est indispensable de tenir compte des faits. A ce sujet, les débats ont confirmé qu'une agression non provoquée à l'égard de la Birmanie avait eu lieu par des forces armées du Kouomintang. Tous les orateurs ont reconnu le fait, même les défenseurs du Kouomintang dont les silences étaient particulièrement significatifs. Le projet de résolution de la Birmanie satisfait à la fois aux exigences des faits, du droit et de la morale. Les faits, en effet, ne sont niés par personne. Quant au point de vue juridique, le projet de résolution de la Birmanie recommande au Conseil de

sécurité de condamner le Kouomintang pour son agression et de prendre les mesures adéquates. Cette attitude est parfaitement correcte. En effet, en vertu de l'Article 11 de la Charte, l'Assemblée a le droit de faire des recommandations au Conseil de sécurité sur toutes les questions qui touchent au maintien de la paix et de la sécurité internationales. D'autre part, les Chapitres VI et VII de la Charte confèrent au Conseil la responsabilité principale, en cas de menace à la paix, de rupture de la paix ou d'actes d'agression. Il apparaît ainsi que la procédure suivant laquelle l'Assemblée recommanderait au Conseil de sécurité de se saisir de la question est la procédure conforme aux dispositions de la Charte. L'Union soviétique éprouve de la sympathie pour le Gouvernement et le peuple de la Birmanie. Elle appuie son projet de résolution.

47. Par contre, le projet de résolution du Mexique (A/C.1/L.44) présente de graves défauts et, notamment, celui de l'anonymat. Il mentionne en effet que des forces étrangères se trouvent en Birmanie sans préciser qu'il s'agit de 12.000 agents du Kouomintang. De plus, au paragraphe 4 du dispositif, on demande à des Etats de prendre certaines mesures et de s'abstenir de certaines autres, sans préciser quels sont ces Etats.

48. L'amendement de l'Argentine et du Chili (A/C.1/L.45) est inacceptable. Tout d'abord, il fait appel au Gouvernement de la République de Chine, alors qu'il n'y a qu'un Gouvernement chinois, celui de la République populaire de Chine. De plus, cet amendement propose d'avoir recours aux bons offices d'autres Membres. C'est là une idée louable. Elle était cependant exprimée déjà dans le projet de résolution du Mexique et il était inutile d'y revenir surtout d'une façon qui risque de diviser ceux qui partageaient la même façon de voir. Enfin, cet amendement est en contradiction avec le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution du Mexique, qui stipule que les forces étrangères doivent être désarmées avant leur internement ou leur retrait. L'amendement suppose au contraire que les 12.000 hommes du Kouomintang quitteront la Birmanie avec leurs armes. Cette suggestion n'est pas conforme à la pratique du droit international.

49. En conséquence, la délégation de l'URSS appuie le projet de résolution de la Birmanie, qui est le plus équitable et le plus raisonnable.

La séance est levée à 13 h. 15.